

culturelle bretonne » et à « l'action laborieuse pour l'autonomie de gestion » ; dans les deux cas, l'écriture est toute entière tournée vers la Bretagne et semble oublier le contexte français et international. L'essoufflement du modèle breton tant en matière économique que culturel, ainsi que les signes de crise sont bien mis en avant mais l'auteur néglige trop le contexte de crise mondiale. C'est bien l'un des problèmes de ces chapitres couvrant la période 1940-1992.

Ronan Le Coadic traite de la fin du siècle et le début du XXI^e siècle. Un sous-titre, un brin provocateur, « des touristes ou des cochons ? » résume les limites du développement récent de la Bretagne, les conséquences de certaines transformations et leurs répercussions avec une société vieillissante, inquiète pour son avenir. Certes, mais là encore, est-ce vraiment une particularité de la Bretagne comme le laisse entendre la totalité du livre ?

Au total, une synthèse centrée sur la Bretagne, ce qui est normal mais au point trop souvent d'oublier le contexte national et international. Les chapitres traitant de la période allant de 1919 à 1992 insistent trop à mon avis sur une Bretagne victime de l'État centralisateur tout en soulignant à juste titre les motifs d'une fierté reconquise.

Sur le plan formel, les illustrations (photographies, cartes) sont nombreuses et variées, souvent inédites, avec un commentaire détaillé et non une simple légende ; il est dommage que ce soit gâché par une légende bleue claire sur fond blanc, rendant celle-ci peu lisible. Il est regrettable aussi que l'ouvrage ne semble pas avoir été relu avec suffisamment de soin, nombre de coquilles gênent (Christian Foucher pour Fouchet, par exemple).

En terminant, on peut dire que les auteurs expriment l'histoire d'une fierté bretonne reconquise, mais un peu trop ethnocentrée.

Jacqueline SAINCLIVIER

Françoise MORVAN, *Miliciens contre maquisards. Enquête sur un épisode de la Résistance en Centre-Bretagne*, Rennes, éd. Ouest-France, 2010, 398 p.

Faire le compte rendu de cet ouvrage, c'est pratiquement rendre compte de deux ouvrages en un ou en tout cas de deux approches non compatibles. En effet, il mêle l'analyse et la confrontation de documents pour établir des faits, d'une part, et, d'autre part, l'implication personnelle de l'auteur et surtout l'engagement dans une « croisade » contre tout ce qui de près ou de loin relève de l'autonomisme breton, le tout sur fond d'un air connu : les « historiens » (catégorie non délimitée) ne font rien, n'ont pas fait leur travail, etc. On retrouve aussi dans cette seconde approche, la confusion entre histoire et devoir de mémoire, digne sans doute de certains médias, mais pas d'un ouvrage d'histoire. Si l'enquête historique et l'engagement idéologique, l'indignation de la citoyenne sont en soi fort honorables, le mélange des genres nuit aux deux et c'est regrettable.

Sur cette période, il est indispensable de rappeler dans quelles conditions ont travaillé les historiens. Jusqu'aux années 1980 voire 1990, il n'était pas facile d'avoir accès à certaines archives publiques françaises ou britanniques (exemple, les équipes *Jedburgh*), soit parce qu'elles n'étaient pas classées, soit les services versants qui devaient donner leur accord, étaient réticents voire hostiles ou fort lents. À titre indicatif, ce n'est qu'en 1998 que les archives du BCRA ont été ouvertes (cf. la thèse de Sébastien Albertelli publiée en 2009), celles du SOE ne sont ouvertes que partiellement en 2011. Tous les obstacles ne sont pas encore levés, tel, en France-même, l'accès au tribunal militaire de Paris ayant jugé certaines affaires d'épuration. Ce rappel est nécessaire car il signifie que, suivant le moment où les historiens de métier ont travaillé (et il faut pour cela remonter en amont de la date de publication), ils n'ont pas forcément disposé des mêmes sources que ceux travaillant en 2011. Enfin, la nature de l'ouvrage, son sujet (un cas précis, une synthèse, etc.), l'échelle choisie modifient aussi le mode d'écriture. C'est une chose de faire une synthèse sur la Résistance en Bretagne ou même sur la guerre dans un département comme Christian Bougeard¹¹ et une autre de n'étudier qu'un événement ou une organisation précise pour lequel l'auteur dispose de plus d'espace d'écriture.

Si l'on fait abstraction de la polémique engagée par l'auteure elle-même, l'objet central de sa recherche porte sur la rafle du 11 juillet 1944 à et autour de Saint-Nicolas-du-Pélem. Cette rafle a eu lieu après l'attaque par des résistants d'un cantonnement allemand à Bourbriac. L'un des témoins, Guillaume Le Bris, en a fait un récit ; sollicitée par l'éditeur pour faire une préface en vue d'une réédition de ce témoignage, l'auteure s'est interrogée sur ce récit, ses contradictions entre les deux éditions et à la lumière de témoignages de proches (son père a fait partie de ces maquisards mais a échappé à la rafle). Elle a alors entrepris une recherche dans les archives. C'est le résultat de ce travail qui est présenté dans cet ouvrage. Celui-ci comprend trois parties : une synthèse du témoignage de Guillaume Le Bris, « l'enquête » dans les archives, des documents extraits de celles-ci.

Le témoignage de Guillaume Le Bris (248 p.) est synthétisé en 25 p. ; la synthèse porte sur les arrestations, les tortures endurées, l'exécution et la découverte des corps. Mais l'essentiel de l'ouvrage porte sur la confrontation entre les sources contemporaines *stricto sensu* ou immédiatement postérieures et le récit de Guillaume Le Bris afin de tenter d'éclaircir cet épisode de la fin de l'occupation et le rôle des différentes forces de répression (allemandes, françaises, le *bezen* Perrot, etc.). Celles-ci côté français sont multiples : *bezen* Perrot, *Selbstschutzpolizei*, groupes d'actions du PPF et Françoise Morvan montre bien que les frontières entre elles sont poreuses.

¹¹ BOUGEARD, Christian, *Histoire de la Résistance en Bretagne*, Paris, éd. Gisserot, 1992, 118 p. et du même auteur, *Le choc de la guerre dans les Côtes-du-Nord, 1939-1945*, Paris, éd. Gisserot, 1995, 160 p.

L'analyse de cette rafle la conduit à évoquer la bataille de Duault ou de Saint-Marcel afin de tenter de suivre la *bezen* Perrot ou plutôt les hommes qui la composaient et étaient présents lors de la rafle ainsi que ceux de la *Selbstschutzpolizei*. Le *bezen* Perrot intervient non en groupe constitué mais le plus souvent en formation de taille et de composition variable, ce qui rend difficile le suivi de ces hommes pour connaître leur participation ou non à tel ou tel acte de répression. Lors de cette quête, F. Morvan poursuit un double objectif : éclaircir le rôle de Guillaume Le Bris, les circonstances de la rafle, des tortures et de la mort de ces hommes arrêtés le 11 juillet 1944 d'une part, d'autre part démontrer les liens entre le *Bezen* Perrot et l'ensemble du mouvement nationaliste et régionaliste breton. Pour ce faire, elle cite de nombreux passages de documents, de témoignages tirés des archives lors des procès de l'épuration, poursuit son investigation lorsqu'elle trouve un article de journal sur un procès au tribunal militaire de Paris, mais sans s'émouvoir que l'on ne puisse y avoir accès aujourd'hui, problème encore plus fréquent pour les historiens écrivant dans les années 1980-1990.

Elle évoque enfin le devenir de ces membres de la *bezen* Perrot, de la *Selbstschutzpolizei*, de membres du mouvement breton tels que Roparz Hemon ou Yann Fouéré. En évoquant ce devenir et dans la conclusion, F. Morvan renoue avec les prises de position soulignées dans l'introduction. Notons que, lorsqu'elle évoque les différences de traitement lors de l'épuration, si elle avait lu les travaux récents portant sur l'épuration en France (et pas uniquement ceux de Novick ou Lottman, traduits en 1985 et 1986 et ayant une conception « par le haut » de cette question), elle aurait pu constater que le sort extra judiciaire et judiciaire des militants bretons à la Libération n'est guère différent de celui des autres collaborationnistes.

Dans la conclusion comme c'était le cas dans l'introduction mais plus fortement ici, elle considère que tous ceux qui ont écrit avant elle étaient des autonomistes (dont Michel Denis !), donc suspects. C'est évidemment aller vite en besogne, ne pas faire la distinction entre des témoins (Le Boterf, par exemple) et des historiens de métier qui pour la plupart ont écrit sur cette période à un moment où les archives étaient à peine entrouvertes. Au-delà, elle donne à la même page (282) une double définition de ce que doit être le travail de l'historien : est-ce le déroulé des faits ? la mise en relation avec la situation d'ensemble ? Il est évident que l'historien doit à la fois s'attacher aux faits et les resituer dans leur contexte pour tenter de les expliquer, ce qui veut dire que l'historien n'a ni à les justifier, ni à prendre position : toute la difficulté est que l'historien-ne est aussi citoyen-ne ; à lui (elle) dans son travail scientifique de ne pas mêler les deux, ce qu'elle fait.

Dans l'ensemble, l'introduction et la conclusion pratiquent l'amalgame entre travail historique et prises de position, confondant aussi les faits et la « mémoire populaire ». On ne peut d'un côté considérer qu'il faut s'attacher aux faits et revendiquer la validité de la « mémoire populaire ». L'histoire et le « devoir de mémoire », expression galvaudée, sont deux choses différentes qui ne sont pas forcément antinomiques, mais encore faut-il savoir de quoi l'on parle.

En définitive, si l'analyse de cet « épisode de la Résistance en Centre-Bretagne » s'appuie sur des sources contemporaines des faits ou à peine postérieures, on peut regretter que la critique n'en soit pas faite. Tout historien sait que tous les rapports (police, gendarmerie, préfecture, etc.) sont destinés à un supérieur hiérarchique à un instant donné. Si on les prend au premier degré, nombre de rapports d'officiers de gendarmerie ou d'inspecteurs de police, rédigés moins d'un mois avant leur arrestation par les forces allemandes pour faits de résistance, feraient d'eux des collaborateurs avérés ! Quant aux sources judiciaires, ici celles de l'épuration, il faut bien entendu les considérer en prenant en compte leurs conditions de production, ce qui n'est pas toujours clairement dit.

C'est pourquoi la publication de documents (3^e partie de l'ouvrage) est en soi intéressante, mais l'avertissement qui précède cette troisième partie aurait pu rappeler ces conditions de production, il est dommage que ce ne soit pas fait.

Au total, une enquête qui s'efforce d'éclairer un point de l'histoire de cette période en Bretagne, mais entachée par des règlements de compte qui n'ont pas leur place dans un travail qui prétend relever de l'histoire. Cela va finalement à l'encontre de ce qu'elle souhaite elle-même dans sa conclusion.

Jacqueline SAINCLIVIER

Gilles SIMON, *Plogoff. L'apprentissage de la mobilisation sociale*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. Histoire, 2010, 409 p.

Cet ouvrage est issu d'une thèse de sciences politiques soutenue à l'université Rennes 1 en décembre 2008. Il est accompagné d'un cahier de 32 pages de 60 documents iconographiques, essentiellement des tracts, caricatures et photographies (en noir et blanc et en couleurs), qui retracent les principaux moments et les mécanismes des luttes antinucléaires. L'objet et la problématique de l'étude du « mouvement antinucléaire en Basse-Bretagne (1974-1986) » sont clairement définis dans le titre de l'ouvrage mais, pour des raisons de taille, l'auteur a arrêté son récit à l'annonce de l'abandon de la construction de la centrale de Plogoff en mai-juin 1981. La réalisation de la promesse de campagne du candidat Mitterrand résulte d'une mobilisation antinucléaire réussie. Le « plan Messmer », décidé le 5 mars 1974, devait doter la France de 200 centrales nucléaires en l'an 2000 pour répondre aux défis du premier choc pétrolier et assurer partiellement l'indépendance énergétique du pays. Sa mise en œuvre se déploie tout au long du septennat de Valéry Giscard d'Estaing, provoquant de fortes réactions. S'appuyant sur la documentation disponible, en particulier la presse régionale et l'interview de 60 acteurs, Gilles Simon analyse en huit chapitres les processus de mobilisation des adversaires de la construction d'une centrale nucléaire en Basse-Bretagne, un autre site étant retenu au Pellerin en Basse-Loire et abandonné. Partant de l'hypothèse que les